



## Les livres, Les revues, etc.

**Guillaume Goutte, *Passeurs d'espoir, réseaux de passage du mouvement libertaire espagnol (1939 - 1975)*, Les Éditions libertaires, 2013, 272 p.**

L'Espagne, parmi toutes les nations du monde, fut le pays où les anarchistes s'avancèrent pratiquement le plus loin dans la mise en place d'une société de justice sociale et de liberté ; entreprise qui se concrétisa, plus particulièrement après 1936, dans ce que l'on nomma les « collectivités » industrielles mais surtout agricoles.

C'est pourquoi pèse sur nous le poids écrasant de l'anarchisme espagnol ou, plutôt, d'une certaine conception de l'anarchisme qui a envahi notre mémoire historique et qui est à même d'anesthésier notre imaginaire de toute idée nouvelle et de toute autre façon de faire pour que le monde change. Mais la jeunesse, si peu respectueuse du passé et de l'expérience des anciens, par son activité créatrice, ne manquera pas d'ouvrir d'autres portes.

Et, comme l'écrit Daniel Aïache dans *La Révolution défaite* (Noir & Rouge éd., 2013) : « Il est peu probable que l'histoire se soit arrêtée, mais, peut-être, plus simplement, l'histoire d'une certaine forme de révolution et de l'utopie qui l'accompagne. »

Devant les anarchistes espagnols de cette époque, et avec l'appui des régimes fascistes d'alors, tant allemand, italien que portugais, se leva une force militaire franquiste qui finit par mettre en déroute non seulement les forces libertaires mais également tout le courant républicain qui, par ailleurs, ne voyait pas d'un œil très favorable les ouvriers et les paysans prendre en main leur destinée de façon autonome ; de plus, on rappellera aux oublieux que les staliniens s'employèrent à saboter et à détruire ces expériences.

Malgré la défaite, une résistance ne s'avouant pas définitivement battue se dressa. C'est le thème des *Passeurs d'espoir*, un livre de Guillaume Goutte.

Au nombre des premières opérations mises en place par ces irréductibles

résistants, citons l'évasion concertée de militants – en danger de mort dans les prisons espagnoles – et leur exfiltration vers la France. Dans l'autre sens, de la France vers l'Espagne, s'organisèrent des passages clandestins de juifs persécutés par le régime de Vichy, de militaires anglais, aviateurs en perdition, ou de combattants divers (rappelons que nombreux furent les anarchistes espagnols qui participèrent à la lutte contre le nazisme dans les maquis français) ; en bref, des hommes et aussi des femmes à la recherche de sécurité et de liberté.

Par souci d'efficacité, certains passeurs, comme le célèbre Francisco Ponzán, qui finira fusillé par la Gestapo, acceptèrent de collaborer avec les services de contre-espionnage anglais – mais également français – avec une contrepartie avantageuse ; attitude qui fut évidemment condamnée par les puristes.

Il faut compter, parmi les actions de la résistance, les opérations de sabotage contre des ouvrages militaires, contre les locaux abritant des organisations franquistes ou assimilés, la destruction de lignes haute tension, les hold-up ou expropriations pour se financer ou pour venir en aide aux prisonniers et aux familles et, non des moindres activités, la distribution sauvage de tracts anti-fascistes et de matériel de propagande varié.

Ainsi, par des coups de main héroïques et des actions valeureuses de la guérilla, s'est construite la mythologie glorieuse de la résistance antifranquiste libertaire.

Un des moments de ce combat prendra fin à l'aube des années 1960. Concer-

nant cette période, Guillaume Goutte écrit qu'elle se solda « par un bilan si lourd en pertes humaines et si faible du point de vue des résultats politiques et militaires qu'on peut assurément parler d'impasse de la lutte armée ».

Il faut citer l'échec le plus retentissant, l'engagement de plusieurs milliers de guérilleros organisés autour du Parti communiste, au Val d'Aran, en octobre 1944 – engagement auquel participèrent quelques anarchistes – ; cette action avait surtout pour ambition de montrer aux forces antifascistes que les communistes étaient les plus impliqués dans la résistance. Quelque 600 guérilleros laissèrent leur vie dans cette affaire. Puis, en 1948, sur ordre de Staline, les communistes vont bientôt abandonner la lutte armée et céder la place à une guérilla surtout animée par les anarchistes qui n'avaient pas le même souci de politique internationale.

Pourquoi, devant un ennemi aux forces militaires considérables, alors qu'ils étaient eux-mêmes largement vaincus, certains anarchistes ne voulurent-ils pas consentir à la défaite et se lancèrent-ils quand même dans une aventure qui avait peu de chances d'aboutir ? Pourquoi ne voulurent-ils pas, ne purent-ils pas, mieux apprécier le rapport des forces en présence ?

Eh bien, parce qu'il n'était pas imaginable de ne rien faire tant que Franco serait vivant ; parce que, quelquefois, on ne peut pas ne pas agir ; parce que l'on veut garder l'estime de soi-même ; parce qu'un sentiment de culpabilité habitait les jeunes Espagnols installés « conforta-

blement » en France alors que leurs frères et sœurs souffraient en Espagne ; parce que – et ce n’est pas un moindre argument – il leur fallait être à la hauteur de la glorieuse Confédération nationale du travail de leurs pères.

Guillaume Goutte nous donne quelques descriptions des passeurs – et le lecteur salue leur courage et leur abnégation – ; il nous décrit les conditions souvent rudes des passages qui se terminaient quelquefois par des fusillades et des morts.

Au début des années 1960, le flambeau de la résistance sera repris en grande partie par la FIJL (Fédération ibérique des jeunesses libertaires) qui portait, néanmoins, un regard critique sur l’aspect « romantique » et quelque peu « désorganisé » de ses prédécesseurs. Aussi, l’action devenait l’affaire collective de tout le Mouvement libertaire espagnol, avec le rejet des braquages et avec une préférence pour les effets médiatiques qui peuvent sensibiliser l’opinion internationale ; la suppression de Franco restant toujours à l’ordre du jour.

Pour autant, les instances de direction de la Confédération nationale du travail, malgré un soutien de façade, craignaient que cet activisme n’amène le gouvernement français à interdire leur organisation. Ce qui fut le cas pour la FIJL en novembre 1963.

Un organisme spécial est cependant créé : la DI (Défense Intérieur) ; d’autres actions sont projetées après l’exécution au garrot des militants Granado et Delgado, mais cet activisme « révèle, écrit Guillaume Goutte, également, par son

déroulement même, les limites de l’activisme libertaire et plus encore les lacunes d’un organisme “conspiratif” peinant à gérer correctement ses entreprises ».

Si, pour la DI, « le recours à la violence relevait de la nécessité, celle-ci devait être exercée [...] avec le souci permanent de ne provoquer aucune victime innocente ».

Guillaume Goutte rajoute que cette « “faiblesse” sur le plan opérationnel fut, sur le plan éthique, la force de la DI puisqu’elle contribua à conforter l’idée, fondamentalement libertaire, qu’aucun combat, même le plus juste, ne pouvait se mener à n’importe quel prix ». La DI sera officiellement dissous en 1965.

Franco meurt dans son lit en 1975. Une transition démocratique se met dès lors en place qui permet une sortie du franquisme avec, en 1982, une première alternance politique qui verra l’arrivée au pouvoir du Parti socialiste ouvrier espagnol de Felipe González.

La lectrice, le lecteur curieux de cette période et des enjeux de ce combat se procurera sans tarder l’excellent n° 47 d’*À contretemps* de décembre 2013 (Fernand Gomez, 55, rue des Prairies, 75020 Paris). José Fergo, recensant l’ouvrage de Guillaume Goutte, y met en lumière une dimension qui n’oppose pas une *histoire froide* qui se veut objective à une *histoire héroïque*, militante, « plus encline à manier l’émotion que le bilan ».

**André Bernard**

**À Contretemps, Rudolf Rocker  
ou la liberté par en bas, Les Éditions  
libertaires/Nada éditions,  
2014, 300 p.**

La collection À Contretemps poursuit sa publication sous forme de livres de certains numéros du Bulletin bibliographique du même nom. Dans ce troisième volume, la reproduction intégrale des numéros 27 et 28, parus en 2007, occupe les deux premières parties, avec juste quelques actualisations des repères bibliographiques. Une troisième partie y ajoute quatre articles de Rocker, déjà traduits en français et publiés dans diverses revues ou recueils.

Les deux numéros du Bulletin avaient constitué un travail formidable, vu la rareté des sources disponibles en traduction française, et même en langue originale. C'est à partir de l'édition espagnole des *Mémoires* de Rocker (la seule complète) que Freddy Gomez avait raconté la vie tumultueuse du militant aux prises avec les événements les plus déterminants de l'histoire récente : croissance et déclin des mouvements ouvriers, révolutions écrasées ou détournées, montée des nationalismes et guerres mondiales. Les citations de larges extraits confirment l'intérêt qu'il y aurait à publier une traduction française complète de ces *Mémoires*, tant elles recèlent d'informations, d'observations et de réflexions, consignées au fil des luttes, des victoires et des défaites. Éternel exilé fuyant la répression policière, d'abord d'Allemagne à Paris, puis à Londres, et enfin aux États-Unis, Rocker a côtoyé tous les

milieux anarchistes et révolutionnaires, et n'a cessé de chercher à chaque occasion la position la plus rationnelle, la plus équilibrée, la plus favorable au mouvement dans son ensemble. Ces positions, il les a exprimées d'une façon toujours calme et mesurée, jamais agressive malgré l'importance des tensions et des divergences, dans les multiples journaux auxquels il a collaboré, en particulier celui de la communauté anarchiste juive de Londres, *Der Arbayter Fraynd*, dont il fut le directeur pendant près de vingt ans. Le parcours biographique est complété par le récit des années parisiennes de Rocker et par deux petits textes évoquant sa compagne Milly Witkop, qui fut également de tous les combats au cours d'une longue vie commune.

La deuxième partie, intitulée « Penser l'émancipation », doit beaucoup à Gaël Cheptou, qui a traduit, avec Jérôme Anciberro, le texte « Fritz Kater et les origines du syndicalisme révolutionnaire en Allemagne » et l'a assorti de scolies explicatives indispensables pour s'y retrouver dans l'arborescence des organisations allemandes depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. C'est également à Cheptou que l'on doit l'étude remarquable « La liberté par en bas ; de l'anarcho-syndicalisme au pragmatisme libertaire », qui retrace l'évolution de la pensée politique de Rocker en fonction de son observation des changements réels concernant les conditions de possibilité d'une révolution anarchiste.

Quant aux quatre textes ajoutés à ce volume, on devine qu'ils ont été judicieusement choisis, pour leur richesse d'information d'abord, mais surtout pour

leur portée et leur pertinence dans la situation actuelle. Trois d'entre eux datent du début des années 1920 et énoncent, de la manière la plus claire et la moins partisane possible, les dangers de confusions qui nuisent à l'anarchisme en sapant involontairement ses principes essentiels ou en le contraignant à l'impuissance dans la pratique. Le premier porte sur l'incompatibilité entre une fédération de Conseils (dont il attribue la première impulsion aux anarchistes espagnols) et une dictature du prolétariat. Le suivant signale le danger d'opposer la liberté individuelle à l'organisation de mouvements de masse, à travers un parcours extrêmement éclairant des débats qui traversaient depuis quelques décennies les milieux anarchistes, principalement en Allemagne mais aussi dans d'autres pays d'Europe. On ne peut qu'être frappé par l'éternel retour des mêmes enfermements unilatéraux, des mêmes fétichismes de mots magiques auxquels on s'accroche sans plus interroger leur sens, et des mêmes tentatives de quelques-uns pour dépasser les fausses oppositions stériles tout en affrontant les vraies difficultés dans le choix des stratégies les mieux adaptées à chaque circonstance. Rocker réussit cet exploit de montrer qu'on peut mettre en pratique, sans contradiction, à la fois Stirner et Bakounine. Le troisième article décrit la transformation du nationalisme traditionnel en fascisme, attirant particulièrement l'attention sur son succès auprès des couches populaires, tout en analysant en détail son utilisation par les puissances étatico-économiques. Inutile de dire qu'il est d'une actualité à faire

froid dans le dos. Le dernier article est plus tardif : en 1953, Rocker rappelle que la révolution, comme changement radical de l'organisation sociale, doit être préparée par une longue expérience répandue dans l'ensemble d'un peuple et par un changement en profondeur des manières de penser, et qu'elle doit le moins possible reposer sur la violence et la contrainte si l'on veut éviter sa dégénérescence en dictature ou en réaction. Il souligne que les textes théoriques qui appellent à la révolution ou à d'autres formes de changement social ne sont jamais intemporels mais correspondent à un contexte historique pour lequel seul ils sont pertinents. Dans notre époque « de réaction totalitaire, qui menace tous les droits et toutes les libertés qui furent conquis péniblement en de durs combats », il prône l'unification de toutes les tendances du mouvement social afin de dépasser la crise culturelle inédite issue de la barbarie nazie puis du triomphe de l'économie devenue une fin en soi.

Aujourd'hui encore, comme à chaque moment de sa longue vie, Rocker stimule la pensée et éclaire l'action, et c'est drôlement nécessaire.

**Annick Stevens**

**Agustín García Calvo,  
La Société du Bien-être, Le pas de  
côté, Vierzon, 2014, 120 p.**

Parlant de Castoriadis il y a déjà quelques années, Edgard Morin n'hésita pas à le qualifier de véritable « Titan de la pensée », mon sentiment est que cette expression qui me semble on ne peut plus heureuse dans ce cas pourrait s'appliquer tout aussi bien à Agustín García Calvo.

Peu connu en France, mais auréolé d'un indéniable prestige dans la mouvance contestataire d'outre Pyrénées, Agustín García Calvo est probablement le penseur le plus original et le plus créatif de tous ceux qui ont agité la pensée espagnole au cours du dernier demi-siècle.

Expulsé en 1965 de sa chaire à l'Université de Madrid pour avoir attisé les révoltes étudiantes, et avoir inspiré le groupe des jeunes « Acrates », il ne la récupéra qu'à la mort du Dictateur, après un long exil à Paris. C'est de ce séjour en France que datent des textes devenus célèbres tels que « La commune antinationaliste de Zamora » ou le « Communiqué urgent contre le gassillage ».

Pratiquant avec talent l'art de cheminer hors des sentiers battus, y compris ceux qui serpentent le territoire anarchiste, il contribua à enrichir le discours libertaire en mettant au pilori certains poncifs trop rapidement assumés par cette pensée. Ainsi, par exemple il ne craignait pas de prêter le flanc à l'incompréhension en argumentant « contre la solidarité » ou « contre la paix », car pour lui le seul discours capable d'échapper

réellement au pouvoir et de parvenir parfois à le déstabiliser est le discours du refus, celui qui dit « non » et qui proteste « contre ceci, ou contre cela ».

Aujourd'hui, précédé d'un excellent prologue de Luis Andrés Bredlow, et complété par deux appendices, « Dieu et l'Argent », et « Plus de rails, moins de routes », le livre « La Société du Bien-être » peut constituer pour beaucoup d'entre nous l'occasion de découvrir une pensée que nos amis de l'Atelier de Création Libertaire de Lyon avaient déjà tenté de faire connaître au début des années 1990 en publiant deux brochures intitulées : *Contre la Paix, Contre la Démocratie* et *Qu'est-ce que l'État*. Signalons au passage que la prose d'Agustín García Calvo, souvent cadencée comme un poème fait pour être dit plutôt que pour être lu, présente des difficultés de traduction qui rendent bien méritoire le travail réalisé par Manuel Martinez avec la collaboration de Marjolaine François.

Vieille de vingt ans cette analyse critique de la société du Bien-être n'a rien perdu de son acuité et de sa justesse car le démantèlement progressif de cette forme de société par l'État et le Capital n'altère nullement la logique qui la soutient. Qu'elle soit plus riche ou plus pauvre ce sont les mêmes principes qui continuent à la guider. Analysant un monde construit autour du Développement, du Progrès, du Futur, du Bien-être, où le critère hégémonique est celui de la Rentabilité, García Calvo démonte minutieusement et avec une lucidité implacable les mensonges sur lesquels repose aujourd'hui la domination : la Foi, le Futur,

le Temps, la Réalité, l'Idée, l'Abstraction, l'Argent...

Tout en dénonçant la société du Bien-être, Agustín García Calvo nous fait toucher du doigt l'extrême fragilité du système, il ne tient qu'aussi longtemps qu'il est capable de susciter la Foi en lui-même, comme l'avait déjà bien vu La Boétie dans son *Contr'Un*. Il nous fait voir la dimension énorme du mensonge dont le système a besoin et qu'il nourrit savamment pour pouvoir exister, mais si nous cessons de croire en ses mensonges, si nous renions de la Foi qu'il nous inculque et nous exige, il s'écroule immédiatement.

Par exemple, le monde du Développement repose sur une Foi dans le Futur qui nous tue lentement, car elle nous empêche de vivre le présent et en détourne les richesses pour les investir hors de notre portée. Nous sommes condamnés, et nous nous condamnons nous-mêmes, à travailler sans relâche pour le Futur, en nous vendant sans cesse pour de l'Argent.

L'Argent est finement analysé par García Calvo comme l'Abstraction par excellence, comme la Réalité des réalités, « l'empire du Développement a besoin de la création de nécessités comme industrie première, pour maintenir l'illusion selon laquelle l'argent peut satisfaire de telles nécessités », c'est pourquoi la société du Bien-être s'évertue à nous « faire croire que ce qui est bon pour l'argent est bon pour les gens » mais en réalité nous n'achetons que des substituts, qui nous font vivre une vie vide, « les biens du Bien-être ont le goût du vide », et ils nous

font oublier la différence fondamentale entre la jouissance d'un bien et sa possession ; García Calvo nous le rappelle : « utiliser n'est pas posséder, ou tu l'as ou tu en jouis, mais les deux, non ».

Parmi les mensonges qu'Agustín García Calvo met en relief figure celui qui distingue l'État et le Capital. En effet, contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, il considère que : « l'État et le Capital sont la même chose, et ne sont deux que par dissimulation ». García Calvo rejette donc la distinction classique entre l'économie et la politique qui, en réalité, ne font qu'un. Il précise, à l'appui de sa thèse : « l'Entreprise Privée et l'Administration Publique se sont rapprochées à tel point qu'elles forment désormais une seule âme ».

L'Individu, une autre des cibles visées par la critique de García Calvo, est l'institution nucléaire de l'État, il subit le pouvoir mais il en est aussi l'agent. Formaté par l'État, mais imparfaitement formaté, c'est dans ces imperfections que réside la possibilité de la dissidence et de la rébellion. Une rébellion qui ne peut avoir, pour être authentique, ni programme, ni futur, ni projet, et qui doit surgir « d'en bas », c'est-à-dire de ce qui continue de rester vivant par-dessous des Individus, et que García Calvo dénomme « le peuple ».

Bien entendu, García Calvo se garde bien de nous proposer une solution ou de nous offrir un programme d'action, il lance plutôt une incitation à explorer à tâtons une issue tout à fait incertaine : « Il suffit de ne pas croire, de se laisser aller à ne pas croire, sans rien proposer, sans

proposer un programme politique alternatif ; arrêter de croire et voir ce qui se passe. Ce qui peut arriver de mieux à chacun est de cesser d'y croire, de commencer à dire « non », à découvrir la fausseté de la Réalité, et, une fois que cela arrive et se propage, à partir de cette première action qui est de dire « non », à partir de cette perte de Foi, adviendra ce qu'il adviendra. Il adviendra ce que nous ne savons pas : les gens de par ici, en bas, ne savent pas. Ils sont contre l'Argent, contre la Réalité : ils savent qu'on la falsifie et que vouer sa vie entière à échanger de l'Argent d'une façon ou d'une autre est sanguinaire, répugnant, et qu'en tant que peuple on ne peut pas le supporter ».

Tout au long de ces pages denses et

fertiles nous trouvons de belles expressions comme celle qui nous prévient que « c'est uniquement en obéissant au pouvoir que l'on acquiert du pouvoir », ce qui, soit dit au passage, indique la vanité des incitations à construire un pouvoir populaire, ou l'absurdité de croire que l'on peut changer les choses en participant du pouvoir institutionnel. García Calvo ne cesse de nous rappeler que l'on ne peut pas combattre l'État en utilisant ses armes, car elles le reproduisent nécessairement. Les moyens, loin d'être neutres et de ne dépendre que de leur bon ou mauvais usage, portent, gravés en eux-mêmes, les fins qu'ils permettent d'atteindre.

**Tomás Ibáñez**

**Fabrice Flipo, *Nature et Politique : contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation*, Éditions Amsterdam, 2014, 438 p.**

Ce livre est un plaidoyer pour prendre au sérieux la question écologique en tant qu'enjeu central d'une démocratie renouvelée.

Pour F. Flipo, la question environnementale est un enjeu de paradigme se situant au niveau de la « Grande transformation » décrite par K. Polanyi<sup>1</sup>. Elle devient donc le lieu intellectuel qui va permettre une remise en cause des fondements de la modernité, et des maux qu'elle a engendré.

1. Il reprend ici le parallèle évoqué par Alain Lipietz, *Qu'est-ce que l'écologie politique ? La Grande transformation du XXI<sup>e</sup> siècle*, La Découverte, 1999.

Ce travail se présente donc comme une contribution à la construction d'un « nouvel universel », une « anthropologie de la globalisation » fondée sur un renouveau de notre rapport à la nature ; il s'agit alors de confronter les thèses écologiques et les cadres classiques de la philosophie politique et sociale. Pour F. Flipo il ne s'agit pas d'ajouter aux stratégies politiques classiques, marxistes, socialistes ou autres, la prise en compte des dégâts de l'environnement ; son exigence est plus « radicale » : penser l'écologisme comme un nouveau foyer d'alternative au monde actuel, qui ne se sépare pas d'une interrogation sur la modernité. Et c'est à travers quatre observatoires que l'auteur examine cette remise en question de la modernité : les droits de l'homme/de la nature, l'économie/l'écologie (ré-encaster l'économie ?),

le fonctionnement démocratique, enfin la science et la religion (ou faut-il « ré-enchanter » la nature ?)

Au fond, doit-on renoncer à « l'utopie » d'un mode meilleur, ou penser que sa rationalité se trouve désormais ailleurs que dans les lieux historiquement définis, c'est-à-dire la question sociale ?

Dans ce cadre, « les écologistes, nous dit F. Flipo, conçoivent leur rôle comme celui de nouvelles Lumières, porteuses d'une exigence critique et humaniste. Ils s'en prennent à ce qu'ils jugent être la conception moderne (ou occidentale ou chrétienne) de la nature humaine, dont ils soutiennent qu'elle est l'objet d'une naturalisation, d'une réification, voire d'une déification »<sup>2</sup>.

Ainsi pour sortir de cette impasse, une des solutions serait de donner des droits à la nature. Il s'agirait de forger une nouvelle anthropologie de la cohabitation homme /nature, qui dépasserait les catégories modernes du droit, où les humains sont des sujets de droits, et les choses, des objets de droits<sup>3</sup>. Ces droits de la nature sont envisagés comme « quatrième » génération, après les droits de

l'homme et du citoyen, les droits sociaux et les droits culturels. Mais la nature y est-elle envisagée comme sujet capable de volonté et d'expression ? Car le problème est bien de savoir qui « parlera » ces droits de la nature. Et ce sont toujours des humains, individuels ou collectifs, qui, à un moment donné, vont attribuer ces droits, en avoir l'initiative. Bref, à prendre comme « question nodale » la critique de la croissance et du productivisme et à chercher une issue dans un nouveau garant, la nature, ne risque-t-on pas de secondariser la dimension de la volonté politique, et de dénier la « capacité politico-instituante » qui caractérise la modernité ?

On retrouve dans les chapitres suivants cette centralité de la critique au progrès technique en tant que grille d'analyse, et aussi les équivoques qu'elle entraîne.

Ainsi au plan politique, l'écologisme se situerait en dehors des clivages classiques : ni État, ni marché, à la fois centriste et libertaire. Il est dit-il, une alternative novatrice, un réformisme radical, qui se situerait donc du côté d'une subjectivité émancipatrice, à l'écart des libéraux et marxistes chez qui le progrès des forces productives est considéré comme une puissance émancipatrice (et qui seraient donc aveugles au rapport réifié à la nature qui est sous-jacent)<sup>4</sup>.

Bref l'écologisme se situe du côté de la reconnaissance des minorités, des luttes « post-matérialistes » surgies dans les années 1980, du refus des totalisations et du maintien d'un « conflit central » qui organiserait visions du monde et priorités.

2. F. Flipo, *Nature...*, op. cit., p. 33.

3. Voir ci-dessus, mon article, « Repenser les rapports homme/nature... ».

4. En particulier il situe les écologistes comme plus proches de la critique de l'école de Francfort à la raison instrumentale que des positions d'Heidegger sur la critique de la technique. Mais il souligne l'importance de la prise en compte par ce dernier du problème ontologique, « le monde dans lequel nous sommes plongés n'est pas "authentique" [...] le mode instrumental de relation au monde s'impose de manière illimitée, sans qu'une valeur intrinsèque de la nature puisse lui être opposée ». F. Flipo, *Nature...*, op. cit., pp. 128-129.

Les analyses concernant l'économie ne lèvent pas totalement les ambiguïtés évoquées. Certes, la critique de la logique du profit, de l'*homo oeconomicus* moderne, du modèle de la raison instrumentale et utilitariste qui gouverne le sujet « dominateur » de la nature, toutes ces positions peuvent être partagées ; de même que la critique de la prétention de la modernité à incarner l'universel, alors qu'elle est un particularisme hypostasié.

Mais au-delà de ces généralités, la nature de l'anticapitalisme des écologistes présenté ici pose des questions. Certes, le constat que les lieux et rapports de domination ont une relative autonomie, que la contradiction capital-travail se déplace dans ses lieux et formes est important. Tout cela s'inscrit du reste dans les mouvements de pensée et de luttes depuis 40 ans. Mais si l'idée que la nature n'est pas faite pour être exploitée par l'homme entraîne l'abandon du primat des problématiques du travail<sup>5</sup>, c'est bien toute la question sociale qui risque d'être secondarisée ; quelle est alors la valeur de rupture du « ré-encastrement » de l'économie dans le social, de la mobilisation de l'idée d'économie sociale et solidaire, ou de celle du « don » si la lutte contre ce qui fonde la logique du profit n'est plus prioritaire ?

Ces questions restent ouvertes ; pour F. Flipo ce qu'il manque à l'écologisme,

5. Bien sûr l'énoncé de ce primat ne signifie pas une méconnaissance des très profondes mutations qui ont affecté la structure des classes sociales, ni les effets de l'informatisation sur la définition des postes de travail etc. Ni non plus l'idée que le maintien de l'emploi doit tout justifier.

6. F. Flipo, *Nature... op. cit.*, p. 252.

c'est un « grand récit », voire une science. Cet aspect est examiné dans la dernière partie : on retrouve la question de l'utopie d'un autre monde, qui « engage moins des enjeux économiques que des relations relatives à la science et à la religion »<sup>6</sup>.

F. Flipo reconnaît volontiers que la critique faite aux écologistes est de mettre en cause la modernité au risque de mettre à mal ses aspects émancipateurs ; en effet la liberté et la rationalité modernes se sont construites contre les tentatives de naturaliser la condition humaine, qui a toujours été un obstacle à une émancipation chèrement conquise.

Pour poser différemment la question, il convient selon lui de repenser le partage entre science et religion, et en un sens, de « re-sacraliser » la nature. F. Flipo reconnaît l'ambiguïté de cette position, de ce ré-enchantement, mais il précise que pour les écologistes, la « rationalisation » du monde lié au désenchantement pose problème non dans l'aspect « sécularisation » pourrait-on dire, mais parce qu'elle détruit les écosystèmes et opprime les humains. Que la modernité ait « sacralisé » la croissance en en faisant un objet de croyance partagée, qu'elle ait érigé sa rationalité économique en quelque chose « d'extérieur » aux humains, d'intouchable, est une chose ; mais la critique de ce (déplorable) état de fait ne passe-t-elle pas par une re-articulation de la science et de la religion ?

Car ce n'est pas parce qu'aujourd'hui, l'économie (via la logique du marché) et la techno-science se présentent comme extérieures aux humains, immuables,

hors maîtrise d'une certaine façon, qu'elles occupent la même position que la religion dans les sociétés traditionnelles. Et critiquer cet état de fait en prônant une re-sacralisation de la nature ne peut se faire que dans l'oubli de ce qui précisément est l'aspect positif de la modernité : la possibilité de l'autonomie. Mais tout se passe comme si, dans cette nouvelle anthropologie, l'appel au ré-enchantement tenait lieu de garde-fous face à l'*hubris* possible. Certes, le problème de l'auto-limitation est bien réel et difficile. Mais ici, il se traduit par une oscillation entre le ré-enchantement et un retour à la position morale issue de Locke, (ne pas s'approprier à l'infini la nature, car cela nuit à autrui), ou de Kant. On retrouve la logique procédurale chère aux libéraux.

Les questions d'environnement ont-elles aujourd'hui ce statut de « conflit central » qui en ferait le noyau de l'utopie d'une société meilleure et émancipée ? La question écologique subsume-t-elle toutes les autres comme nous le suggère le projet d'une nouvelle anthropologie esquissée ici par F. Flipo ?

Que l'écologisme soit un nouveau regard, et l'environnement un des problèmes dominants aujourd'hui est une chose, mais il ne faudrait pas qu'il soit oublié de deux choses : sans lutte contre le capitalisme dans ses formes actuelles, rien ne pourra changer dans le sens d'un respect de la nature ; et le recours à des garants extérieurs (morale, vertu, nature) sera toujours un danger menaçant l'autonomie politique.

**Monique Rouillé-Boireau**

---

**Jérôme Baschet, *La Rébellion zapatiste*, Flammarion, 2005, 324 p.**  
**Guillaume Goutte, *Tout pour tous*, Libertalia, 2014, 100 p.**

« Dans le temps d'avant », la jeunesse contestataire de nos pays, sans espoir aucun de changer le monde proche, recherchait en d'autres lieux ses modèles, tout autant que des leaders révolutionnaires pour les conduire. Rappelons-nous les jeunes « maos », rappelons-nous le « Che » transformé en icône et aussi quelques autres personnages qui semblaient en capacité d'ouvrir le futur mais qui enfermaient hommes et femmes dans leur carcan étatique et policier quand ils ne les exécutaient pas.

Cela dit, il nous paraît que ce qui se passe depuis une vingtaine d'années au Chiapas – même avec le pittoresque des passe-montagnes – soit d'un autre tonneau, et qu'on se trouve là, ainsi que l'écrit Jérôme Baschet dans sa *Rébellion zapatiste*, devant « la reconstruction d'une réflexion et d'une pratique critique, à la fois radicales et renouvelées ».

Mais nous ne mythifierons pas ce pourtant si singulier mouvement des zapatistes contemporains ; de toute façon, l'expérience suit son cours.

Certains ont cru déceler dans cette dynamique sociale la naissance d'un nouveau cycle de révoltes, l'éclosion d'un siècle qui s'ouvre avec espoir aux luttes sociales collectives ; si ces dernières ont

redémarré avec l'insurrection zapatiste du 1<sup>er</sup> janvier 1994, c'est également avec les manifestations contre la mondialisation de Seattle en 1999 ; c'est avec, quant à nous, les grèves de décembre 1995 en France et avec, dans quelques pays endormis de par le monde, les révoltes de la jeunesse qui firent la une de la presse.

Certes, l'histoire n'a pas repris sa marche lors de ce fameux 1<sup>er</sup> janvier 1994, lors de l'entrée en vigueur du Traité de libre-échange (Aléna) avec les États-Unis et le Canada, mais ce jour vit une armée zapatiste de libération nationale (EZLN) s'emparer d'une demi-douzaine de villes mexicaines : « Ils prirent les armes pour prendre la parole. »

Mentionnons que cette armée était issue d'un groupe marxiste-léniniste guévariste, une « organisation politico-militaire dont l'objectif [était] la prise du pouvoir politique... pour instaurer une république populaire et un système socialiste » dans une région où existait déjà une résistance indigène particulière – que découvrirent mieux, par la suite, les guérilleros –, une force opiniâtre, expérimentée, intelligente, vieille de pas moins de cinq cents ans.

« Notre conception carrée du monde et de la révolution s'est retrouvée cabossée dans la confrontation avec la réalité indigène chiapanèque », écrit le sous-commandant Marcos. Ces ex-marxistes, ou pas, devinrent ainsi « le produit d'une hybridation, d'une confrontation, d'un choc dans lequel – heureusement, je crois, ajoute-t-il –, nous avons perdu ».

Car cette guérilla ne se déroula pas selon le schéma attendu.

En effet, le 2 janvier 1994, l'armée zapatiste se retira pacifiquement devant l'armée fédérale, non sans avoir essuyé des pertes importantes. Ce repli militaire des révoltés fut donc rapide et permit tout aussitôt une réflexion – cependant déjà existante – qui s'ouvrit sur la décision de « mettre en mouvement la société tout à la fois au plan régional, national et international ». Si les zapatistes abandonnèrent l'usage de leurs armes, ils ne renoncèrent pas pour autant aux armes comme garantie de leur sécurité.

De plus, ultérieurement, à la stupeur de certains, ils déclarèrent qu'ils n'aspiraient pas à s'emparer du pouvoir, ni local ni central ; plus précisément, ils ne voulaient pas mettre la main sur le pouvoir d'État car il ne sert à rien de conquérir ce pouvoir-là, le véritable pouvoir étant aux mains du capital financier mondialisé.

Il faut dire qu'un peu de théologie de la libération et un peu de marxisme revu et revisité... et semble-t-il oublié, à savoir, donc, ces deux idéologies ajoutées à beaucoup de cette expérience indienne accumulée au cours des siècles – et bien prise en compte par les protagonistes –, changèrent la donne : il paraît ainsi que la défaite militaire fut « heureuse ».

Il s'est agi ensuite d'exalter la société civile avec la volonté de la reconstruire par en bas en s'immergeant en son sein. Cependant, il est pour le moins malaisé de circonscrire ce que sont finalement ces zapatistes contemporains.

Disons que ce que les zapatistes nomment la lutte « pour la dignité » se déploie en une résistance éthique, sociale,

économique et politique englobant, sans les séparer, « tous les registres de l'existence ».

Actuellement, le zapatisme semble vouloir se caractériser comme une résistance au capitalisme néolibéral ; si les zapatistes orientent leur lutte contre le néolibéralisme, ce « fils du capitalisme national », ils ajoutent que c'est une lutte « pour l'humanité » car on ne peut pas défendre l'être humain en acceptant le monde tel qu'il est.

Pour Baschet, « si le discours zapatiste est en avance sur la réalité, c'est parce qu'il prétend la transformer dans un contexte peu propice, avec des moyens limités et par un chemin incertain et encore indéfini. C'est pourquoi le zapatisme se présente lui-même comme un *effort* sans cesse recommencé et jamais abouti ».

Les zapatistes ne sont pas antiélectoralistes, mais, pour eux, « la démocratie électorale n'épuise pas la démocratie », celle-ci « doit aller au-delà de la démocratie électorale ». « La démocratie est l'exercice du pouvoir par les gens tout le temps et en tous lieux. »

Pour les marxistes et quelques autres, ce sont les prolétaires, seul acteur social, seul sujet de l'Histoire, qui avaient pour mission de transformer le monde. On sait que cette confiance mise dans le prolétariat pour nous libérer s'est évanouie au vent du temps qui passe.

Baschet écrit que « la planète néolibérale est aujourd'hui une machine folle qui tourne au bénéfice de la plus dérisoire des minorités », soit moins de 1 %. Le « nouveau prolétariat », ce serait tous les

exclus, les dépossédés, les marginaux, les indigènes, les femmes, les sans-toit, les sans-terre, les sans-travail, les sans-droits, etc., avec aussi ces prolétaires qui se contentent de ce qu'ils ont grappillé et avec des paysans dont le nombre a sérieusement diminué, du moins dans nos pays occidentaux.

Il nous paraît maintenant que le sujet de l'Histoire ne peut donc plus être qu'un acteur multiple ; et Baschet met en parallèle la notion de « multitude » de M. Hardt et A. Negri avec ce que les zapatistes nomment la « société civile » : l'humanité, en son entier, deviendrait alors le nouveau sujet révolutionnaire.

On pourra s'étonner que Baschet, dans son exposé de l'expérience zapatiste aux accents anarchistes incontestables – si l'on excepte la défense de l'État national contre le néolibéralisme –, ne donne jamais de références libertaires mais que l'ensemble baigne dans une analyse marxiste (je ne crois pas avoir lu une seule fois le nom de Flores Magón). Ce que l'auteur accorde dans la postface : « Je dois admettre que la présentation peut en paraître déséquilibrée, dans la mesure où une possible filiation libertaire n'y est nullement évoquée. »

Quand, le 1<sup>er</sup> décembre 2000, le président Zedillo du Parti-État priiste laissa la place à Vicente Fox, les zapatistes décidèrent, par une marche sur Mexico, à visage découvert, de s'avancer ainsi sur le « terrain de l'action politique civile », offrant le dialogue et la paix par des gestes publics d'autodésarmement. Si cette marche fut un succès pour les zapatistes, le gouvernement la récupéra avec

la ferme intention de ne rien changer aux choses, de les laisser en l'état.

On saluera et on observera avec force bienveillance cette expérience révolutionnaire, sans doute non exportable, mais grandement porteuse d'enseignements.

Si l'ouvrage de Jérôme Baschet donne

une bonne image de cette résistance au néolibéralisme, le petit livre de Guillaume Goutte, *Tout pour tous*, à l'avant-propos plus que bienvenu et pertinent, sera pour les gens un peu pressés une excellente entrée en matière.

**André Bernard**

**Dictionnaire des inégalités, sous la direction d'Alain Bihr et Roland Pfefferkorn, Armand Colin, 2014, 440 p.**

Rendre compte d'un dictionnaire comportant 500 entrées rédigées par 215 spécialistes est une entreprise difficile si ce n'est impossible. Tout lire, non, il faut choisir mais comment ? Sur un sujet aussi vaste, aussi important, aussi actuel, il y a de quoi rester muet. Au fond qu'est ce que l'inégalité ? Cela questionne aussi sur ce qu'est l'égalité.

Pour les « directeurs » les processus en cours jusqu'aux années 1980 avaient créé une dynamique de réduction des inégalités sociales. Il semblerait que cela fut confirmé par les statistiques et autres études économiques. Soit. Est-il nécessaire de rappeler que les statistiques ne sont qu'une forme de mensonge fort élaborée (Disraeli). Tout est dans leur interprétation. Pour nombre d'entre nous qui vécurent l'Europe des années dites glorieuses, ce fut une réalité, un espoir et une illusion. La réduction des inégalités semblait à portée de main, possible. Ce ne fut au fond qu'une parenthèse nécessaire au renouvellement du capital saigné par la dernière guerre mondiale. Depuis

la dernière décennie du précédent siècle, l'illusion est tombée. Les inégalités se sont multipliées de façon voyante et évidente sauf pour les myopes néolibéraux. Ce dictionnaire, et on peut le déplorer, est aujourd'hui plus que bienvenu. Il est nécessaire et indispensable.

Le capitalisme tout comme l'étatisme ayant étendu sa main sur la totalité de la vie sociale, cet ouvrage concerne tous les aspects de la vie, tant privés que publics. La notice concernant *l'égalité* aborde franchement le sujet. Au fond, personne ne sait ce que cela signifie. Nous connaissons tous ce début de la Déclaration des droits de l'homme qui prétend que nous naissons et demeurons tous libres et égaux. L'auteur de la notice parcourt rapidement les multiples problèmes que cette idée pose et termine en disant que « si l'égalité est bien une valeur en voie de disparition elle ne peut être défendue qu'en la repensant radicalement et sous toutes ses dimensions », dont acte.

La notice concernant le *Libertarianisme* laisse rêveur. Celle abordant *l'égalitarisme* rétablit un peu la réalité de ce courant mais sans rappeler ni l'une ni l'autre que les libertariens nient la réalité de la lutte des classes. À propos de cette dernière il est indispensable de se référer à l'article

*Classes sociales* écrite par Alain Bihr, bien connu des lecteurs de *Réfractions*. Une notice concerne la *détention*. Elle donne l'impression que le problème se limite au nombre de mètres carrés d'une cellule. Penser la détention sans penser la situation des gardiens qui y vivent quarante années de leur vie est une des erreurs, graves, de tous ceux qui se sont penchés sur ce problème.

Deux pays ont l'honneur d'une notice, probablement du fait de leur importance démographique, les autres étant traités plus globalement. Il y a la Chine et l'Inde. Le premier paragraphe laisse entendre que si inégalité il y a en Inde il faut en amender sa vision. Quand à la troisième phrase on lit que « le pays est doté d'un gouvernement fort et démocratique qui agit contre certaines formes d'inégalités » on se demande si on rêve, les dernières élections « démocratiques » ayant mis au pouvoir une majorité hindouiste fanatique. Ce qui est heureusement avancé dans les paragraphes suivants ne tendra dans les temps qui suivent qu'à s'aggraver. Qui aura une calculatrice suffisamment complexe pour mesurer la dif-

férence entre la famille Tata et l'aborigène végétant dans une de ces forêts profondes de l'Orissa ? En ce qui concerne la Chine, que dire de cette notice ? Il n'y a pas mention de l'existence d'une bureaucratie tentaculaire aussi bien produite par l'État que par le Parti. Il faut attendre la fin de l'article pour voir apparaître le mot communiste.

La dernière phrase mériterait pour le moins un point d'interrogation quand elle dit que « le XVIII<sup>e</sup> congrès a réitéré l'objectif de lutter contre l'accroissement des inégalités. » Mieux vaut en rire qu'en pleurer. Limiter l'intérêt de ce dictionnaire à la critique de ces deux notices serait une erreur. Pour ceux qui sont intéressés, concernés, par l'inégalité croissante de ce monde, il fournit des informations, donc des armes incontournables. Zygmunt Bauman dans son dernier ouvrage, *Les riches font-ils le bonheur de tous ?*, dit que la question de l'inégalité est revenue au centre de l'intérêt public et suscite des débats passionnés. Ce dictionnaire le prouve.

**Pierre Sommermeyer**

**François Graner, *Le sabre et la machette, officiers français et génocide tutsi*, Éditions Tribord, 2014.**

Parmi les nombreuses publications auxquelles ont donné lieu les commémorations du génocide Tutsi il y a vingt ans, le livre de François Graner se distingue par l'originalité de sa démarche : prendre les

écrits des officiers français, les déclarations publiques dans les quelles ils justifient leurs actions, les documents militaires déclassifiés, et confronter tout ce matériel ; car si les soupçons pesant sur la responsabilité de l'armée française ne sont pas démentis, il s'agit de démêler leur nature : y a-t-il eu crime, ou complicité de crime de génocide dans ces années 1994 ? Pour tenter de préciser cela,

l'auteur expose clairement sa méthode de travail, la liste de ses sources, ainsi qu'une chronologie précise des événements.

L'ouvrage retrace le rôle de l'armée française dès 1990, au moment où le président rwandais lui demande de l'aide dans la répression du FPR (Front patriotique rwandais composé essentiellement de Tutsis, qui mène des actions visant à rendre possible leur retour au Rwanda). Dès cette époque, le risque de génocide sur les populations tutsies est connu. L'ouvrage essaie d'évaluer au plus près le rôle exact de l'armée française. Bien que le discours officiel ne fasse état que d'une « aide » de l'armée française aux forces armées rwandaises, aide opérationnelle temporaire et non participation directe, l'analyse des propos des officiers établit une différence entre les « bataillons », qui ne participent pas au combat, et « les gars » que l'on retrouve dans des opérations ponctuelles violentes. De même, si les officiers français ne commandent pas l'armée rwandaise, il y a néanmoins une hiérarchie parallèle française qui « colle » à la hiérarchie militaire rwandaise. De plus l'armée est informée des pogroms en cours de 1990 à 1993, et malgré les dénis officiels, les propos de certains officiers montrent que les Français arment et entraînent les forces armées rwandaises qui répriment non seulement le FPR, mais qui massacrent des civils tutsis. De même, l'armée rwandaise ne fait jamais de prisonniers, les tutsis sont tout de suite exécutés et les militaires français n'interviennent que très rarement pour faire appliquer les

conventions de Genève, en exigeant, par exemple, l'interrogatoire des prisonniers. L'armée française aide aussi à la constitution de fichiers avec des outils informatiques, qui serviront à identifier les tutsis au moment du génocide. Enfin elle agit dans les médias pour décrédibiliser le FPR.

Bref, le constat est accablant, avant même que le génocide lui-même ne commence directement.

Quant à l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du président Habyarimana, qui avait été le déclencheur du génocide, l'implication directe des militaires est fortement soupçonnée. « Quel que soit l'auteur de l'attentat, il est vraisemblable écrit F. Graner, que l'armée française en connaît l'identité, et a eu connaissance des préparatifs. En 1992-1993, selon le général qui les dirige, « les services de renseignements français [...] étaient parmi les mieux, voire les mieux informés de la situation au Rwanda » (p. 87). L'armée française a fait une enquête jamais publiée sur cet attentat. Toujours est-il que l'opération Amaryllys qui va suivre débute le 8 avril par la prise de l'aéroport de Kigali aux fins d'évacuation des ressortissants européens, et les militaires français repartent le 12 avril... laissant secrètement une ou deux dizaines d'hommes.

Et sur le génocide qui s'en est suivi, les propos des officiers français attestent que « la simultanéité, la violence et l'ampleur des massacres attestent de leur planification de longue date » (p. 79). Il est aussi avéré par les mêmes sources que l'armée française savait que les autorités

rwandaises distribuait des armes aux milices, et ont laissé la radio des « Mille Collines » déverser sa propagande haineuse. L'ampleur et la cruauté de l'extermination ethnique est donc largement connue des officiers français dès son origine. Il n'est donc pas étonnant que, quand le génocide a commencé, la France n'ait pas fourni à l'ONU un contingent significatif de maintien de la paix pour s'opposer aux massacres. Et le recouplement des propos opérés ici montre que l'armée française a soutenu les militaires rwandais dans leurs massacres.

De même l'opération Turquoise, juin-août 1994, n'a été qu'une façade humanitaire : elle visait en fait, face à l'avancée du FPR, à protéger les génocidaires alliés de la France. Et les propos des officiers visant à se légitimer de ne s'être pas interposés et d'avoir mal protégé les Tutsis qui étaient dans les camps, les accusent de façon accablante. De même les militaires français ont aidé à l'évacuation du gouvernement génocidaire et n'ont pas désarmé les tueurs. La hiérarchie militaire reconnaît aussi avoir manipulé les journalistes pour maîtriser la communication sur l'opération Turquoise.

La lecture de cet ouvrage, fruit d'une recherche approfondie et documentée au plus près, est assez terrifiante. De nombreux exemples sont donnés, et le constat est plus qu'accablant.

Mais ce qui s'est passé au Rwanda a été possible pour une part par l'idéologie de l'armée, qui glorifie toujours la colonisation, et a gardé des « guerres d'indépendance » au Vietnam et en Algérie les méthodes de guerre contre-révolutionnaire

à appliquer à tout conflit se passant dans des ex-colonies. C'est dans ce cadre que l'armée a identifié tous les Tutsis au FPR, et l'a positionné comme un mouvement déstabilisateur à éliminer, dans une réalité autrement plus complexe.

Dans toute la façon dont a été conduite cette affaire, Fr. Graner interroge aussi l'influence de l'armée sur le pouvoir politique. Pour les opérations militaires, en Afrique spécialement, le chef d'État-major des armées est un acteur décisif, qui définit les programmes et les concepts, observe-t-il. Et le souhait des militaires est de placer la politique extérieure de la France en dehors des luttes partisans et des turbulences électorales (p. 189). Pour lui, les officiers français ne se contentent pas d'être des exécutants, et les années 1990-1994 ont marqué un tournant dans leur participation aux prises de décision.

L'auteur conclut que déjà en 1994, les documents et témoignages publiés établissaient l'accusation de complicité d'officiers français dans le génocide des Tutsis, et il précise même le rôle particulier joué par certains d'entre eux, en liaison du reste avec les plus hautes autorités politiques. Avec ce livre, c'est une page très noire de l'histoire française qui nous est donnée à voir. Les décisions prises y suivent en effet une logique claire, et ne résulte pas d'un engrenage inéluctable. Ce qui ne rend pas optimiste...

**Monique Rouillé-Boireau**

**Jean-Claude Lamoureux,**  
**Les 10 derniers jours. 26 juillet - 4 août**  
**1914 (Paris, Berlin, Bruxelles). Du refus**  
**de la guerre à l'exaltation patriotique,**  
**Les nuits rouges, 2013, 152 p.**

Malgré le nombre des publications consacrées à l'été 1914, centenaire oblige, on reste stupéfait et incrédule devant la rapidité du revirement qui eut lieu, dans les organisations ouvrières et les partis socialistes des grandes puissances européennes, entre le refus internationaliste d'une guerre d'empires et l'adhésion plus ou moins enthousiaste à la mobilisation nationale. Ce petit livre fait partie des diverses tentatives de reconstitution des journées décisives, dont il retrace les événements jour par jour, parfois heure par heure, à partir des éditions des grands quotidiens français et allemands, complétées de témoignages et documents publiés postérieurement.

L'auteur utilise particulièrement le *Vorwärts*, organe du Parti social-démocrate allemand, et *La Bataille syndicaliste*, quotidien de la CGT française, mais aussi, bien sûr, *L'Humanité* et plusieurs publications syndicalistes allemandes. Ce procédé permet de faire apparaître clairement que les plus grands journaux socialistes et syndicaux se sont abstenus d'appeler à la grève générale, au sabotage, ou à la paralysie des fabriques d'armements, alors qu'ils en avaient annoncé l'intention à plusieurs reprises lorsque le conflit balkanique menaçait déjà de s'étendre, et alors que certaines publications de petites centrales syndicales réitéraient ces appels. En outre, en exposant

en parallèle les faits et gestes des grands dirigeants politiques et syndicaux, il manifeste tout aussi clairement le décalage entre la rhétorique résolument anti-guerre des quotidiens militants et les pensées réelles des leaders ouvriers. Non qu'ils n'aient pas été sincères dans leur préférence pour la paix, mais le moins qu'on puisse dire est qu'ils ont tout fait pour empêcher de la défendre par les grands moyens, en particulier en provoquant une insurrection internationale destinée à renverser les classes belliqueuses. Certes, ce n'était pas gagné : les journaux comme les rapports de police décrivent l'ampleur des manifestations patriotiques, surtout en Allemagne, et les forces de répression croissantes que les États opposent aux mobilisations ouvrières et internationalistes. Cependant, les adhérents aux grosses centrales se comptaient par millions, et l'agitation prolétaire était tellement ardente qu'il ne manquait manifestement plus qu'une direction commune pour unir toutes ses forces vers le même objectif. Au lieu de cela, un congrès des directions syndicales, réunissant entre autres le secrétaire de la CGT, Jouhaux, et celui de la Fédération syndicale internationale, Legien, a lieu le 28 juillet, et aucune action commune n'est même évoquée. Le lendemain, le Bureau international des partis socialistes se réunit à Bruxelles, et la proposition de prendre en commun des « mesures contraignantes » est refusée par... Jaurès, sous prétexte que ce serait une « décision administrative » en l'absence de l'assentiment de l'ensemble du prolétariat socialiste international. On

continue donc à appeler les peuples à faire pression sur leurs gouvernements respectifs, tout en voyant de plus en plus clairement au fil des jours que les membres de ceux-ci qui ont intérêt à la guerre sont en train de l'emporter.

La suite se déroule comme une mécanique inexorable : chaque État, préférant prendre les devants que se laisser surprendre par une attaque, avance ses mises en garde, puis sa mobilisation partielle, puis sa mobilisation générale, chacun se sentant en droit de revendiquer la légitime défense et d'éviter la responsabilité d'être l'agresseur.

Une fois ces étapes franchies, tout aussi inexorablement les députés socialistes de tous les camps voteront unanimement les crédits de guerre (alors qu'ils s'étaient mutuellement engagés à voter contre) et appelleront les travailleurs à l'effort de guerre, puisque désormais il s'agit de ne pas affaiblir le pays contre l'ennemi. À l'enterrement de Jaurès le 4 août, le discours de Jouhaux est un brûlot patriotique acclamé par toute la clique réactionnaire. Chez les militants, la peur

des arrestations, ou pire de la déportation en camps ou de l'envoi dans des bataillons spéciaux, achève la résignation.

Lamoureux salue les quelques insoumis qui résistèrent au climat hystérique de la mobilisation, et conclut :

« Le mouvement ouvrier s'est révélé incapable d'empêcher la guerre, sous le double effet de ses pratiques inévitablement réformistes qui démentaient ses discours révolutionnaires, d'une part ; et de la persistance du sentiment patriotique dans les masses populaires, de l'autre. Mais il a au moins essayé de résister. »

Connaître l'histoire pour ne pas la répéter... Sans vouloir ni réduire la complexité des interactions ni négliger les différences entre les époques, sans pouvoir aucunement garantir qu'une plus forte tendance révolutionnaire et internationaliste aurait sauvé les peuples de leur écrasement, nous avons en tous cas quelques confirmations de ce dont il faut le plus se méfier.

**Annick Stevens**

**Pippo Gurrieri, *L'anarchie expliquée à ma fille*, Lyon, ACL, 2014, 71 p.**

Hasard du calendrier, deux ouvrages paraissent simultanément, tous deux pour expliquer l'anarchie qui à son père (Thomas et Francis Dupuis-Déri, édité chez Lux) et qui à sa fille. Au Jeu des sept familles, nous nous intéresserons cette fois-ci à la fille plutôt qu'au père !

Ce n'est cependant pas la première

fois (et encore moins la dernière peut-on penser) que des militants libertaires s'attellent à cette tâche difficile d'expliquer le plus pédagogiquement possible ce qu'est l'anarchie... une tâche d'autant plus indispensable à conduire à bien dans un monde qui n'a de cesse de minorer, de démolir, de galvauder, de travestir cette belle idée.

Si elle est redoutable, l'entreprise n'en est pas moins insurmontable, ainsi que le

prouve le bref ouvrage de Pippo Gurrieri, cheminot et militant anarchiste, animateur des revues *Sicilia libertaria* et *Clan-destino* ainsi que la maison d'édition Sicilia Punto L.

Le prétexte en est simple : un CD anarcho-punk prêté à une fille pousse cette dernière à dialoguer avec son père sur ce qu'il en est des anarchistes et de leurs foutues idées. Tranquillement, papa militant va s'emparer du questionnement de sa fille (qui est-elle d'ailleurs : un vrai personnage ? un artifice littéraire ?) pour lui expliquer patiemment et clairement ce que sont l'anarchie et les anarchistes.

Les premières interrogations seront rapidement levées : « L'anarchie n'est rien d'autre qu'une société organisée sur la base de la liberté, une recherche permanente de l'harmonie entre responsabilité et liberté, entre individu et société », peut-on ainsi lire à la page 10.

S'ensuit un dynamique et fructueux dialogue, écrit dans un langage courant parfaitement accessible à tout un chacun : Gurrieri se garde en effet bien de faire œuvre savante, n'abusant point (on pourrait peut-être lui en faire le « reproche ») de concepts et de références qu'il est de bon ton de retrouver dans les ouvrages à portée idéologique.

Rares sont en effet les références historiques (l'Ukraine de 1917 et l'Espagne de 1936 sont toutefois mentionnées), discrets sont les grands penseurs anarchistes (à l'exception notable de Proudhon) même si un lecteur avisé reconnaîtra aisément l'ombre bienveillante de Bakounine derrière plusieurs propos.

Après 70 pages d'un dialogue à

bâtons rompus, « notre » jeune ingénue (mais non dépourvue de malice et de perspicacité) se rendra compte « comme il est difficile de bâtir une vraie société libre ; c'est pour cela que beaucoup de monde préfère ne pas se poser de questions et s'adapter à la vie de tous les jours, se résigner... »

En résumé un petit livre fort agréable à lire, et qui débouche sur une envie ou plus exactement « une faim de liberté » qui s'empare (presque à son insu) du lecteur, charge à ce dernier de la satisfaire par d'autres lectures, d'autres rencontres. Rien de bien neuf rétorqueront les esprits chagrins, certes mais au final un travail de pédagogie libertaire sans autre prétention que celle d'aider à débroussailler les chemins encombrés de la liberté.

Comme des temps de respiration, les illustrations délicatement crayonnées de Marion Gurcel parsèment le livre de leur fraîcheur, comme le font à leur manière les dictons, dont deux ont retenu mon attention. Un dicton anarchiste tout d'abord : « Si une seule personne rêve, ce n'est qu'un rêve ; si ce rêve est partagé par beaucoup de monde, c'est le début de la réalité » (p. 12).

Un dicton populaire sicilien ensuite : « *Petra smossa nun pigghia lippu* », c'est-à-dire pierre qui roule n'amasse pas mousse. Tout ce qui est vivant ne s'atrophie pas, la mousse ne pousse que sur les pierres immobiles. Une société ou bien un individu, ne doit jamais arrêter de chercher, de penser, de vivre intensément, sinon il meurt » (p. 59).

**Bernard Hennequin**

**Tomás Ibañez, *Anarchisme en mouvement*, Nada éditions, 2014, 150 p.**  
**Eduardo Colombo, *Une controverse des temps modernes. La postmodernité*, Acratie, 2014, 104 p.**

Eduardo Colombo et Tomás Ibañez, tous les deux membres du collectif de la revue *Réfractations*, viennent de publier simultanément chacun un ouvrage qui reflète leurs divergences quant au rapport de l'anarchisme aux Lumières et à la postmodernité. Néanmoins, les deux textes ne se situent pas exactement au même niveau de discussion. Celui de Tomás Ibañez privilégie une réflexion sur l'anarchisme à partir des mouvements actuels de contestation qui se font jour dans différentes zones de la planète. L'exposition des caractéristiques plus philosophiques de la postmodernité est repoussée à la fin de l'ouvrage sous forme d'addenda qui permettent au lecteur peu averti des discussions théoriques en philosophie post-structuraliste de s'initier à celles-ci. L'ouvrage d'Eduardo Colombo présente, pour sa part, un enjeu nettement plus polémique visant à montrer les limites des approches dites postmodernes. Au-delà de ces différences dans les modes d'approche du sujet traité, on peut se demander ce qui sur le fond oppose les deux auteurs.

**LA QUESTION RÉVOLUTIONNAIRE  
 DANS LA POSTMODERNITÉ**

Eduardo Colombo dans son ouvrage attaque les théories issues de la postmodernité en leur reprochant de rendre

impossible tout projet d'émancipation révolutionnaire. Or justement, l'ouvrage de Tomás Ibañez se centre sur le renouvellement des luttes libertaires, en particulier avec le 15 M en Espagne ou encore *Occupy Wall Street* aux États-Unis. Il y a ici sans doute un paradoxe. En effet, les transformations que Tomás Ibañez perçoit dans les mouvements sociaux, et de fait dans le mouvement anarchiste, et qui lui font parler de néo-anarchisme, sont-elles ou non vecteur de changements sociaux révolutionnaires ?

Eduardo Colombo reproche aux conceptions post-structuralistes d'avoir détruit la possibilité théorique d'un sujet politique révolutionnaire en attaquant l'idée même de sujet. En outre, lorsque Michel Foucault entend redonner une pertinence à la notion de sujet, dans la dernière partie de son œuvre, il le réduit au « souci de soi ». Une telle centration apparaît à Eduardo Colombo comme entretenant une proximité avec la privatisation de l'individu dans l'idéologie néolibérale. En outre, la postmodernité effectue une critique de tous les métarécits d'émancipation au profit de la multiplicité. La postmodernité théorique serait ainsi conduite à dénoncer comme totalitaires tous les projets de transformation révolutionnaires globaux.

Cela dit, force est de constater qu'avec les Printemps arabes, la notion de révolution, qui semblait reléguée dans les placards des vieilles utopies historiques, a connu un regain d'actualité. Tomás Ibañez rappelle que justement des drapeaux noirs ont été présents en Egypte sur la place *Tahrir* ou en Turquie sur la place

*Taskim*. Mais, on peut constater aussi que les mouvements des Indignés sur la place de la *Puerta del Sol* ou place *Syntagma* en Grèce n'ont pas abouti à des mouvements d'insurrections révolutionnaires. Ainsi, si lors des printemps arabes des anarchistes ont pu être présents, si certains contestataires pouvaient avoir une sympathie pour les idées et les modes d'organisation libertaire, il faut bien accepter le fait que le poids des forces religieuses réactionnaires était incomparablement plus influent.

#### CONSTANCE ET CHANGEMENTS DANS L'ANARCHISME

Eduardo Colombo reproche aux auteurs postanarchistes se réclamant du poststructuralisme, d'effectuer une critique excessive des auteurs de l'anarchisme classique. En effet, il admet volontiers que l'on puisse critiquer la substantialisation du sujet. En revanche, la critique plus générale qu'effectue la postmodernité des caractéristiques de la modernité issues des Lumières lui paraît conduire en définitive à faire le jeu du capitalisme néolibéral en remettant en question non seulement le sujet individuel, mais également le sujet politique, mettant ainsi à mal le projet d'une transformation révolutionnaire. L'œuvre de Michel Foucault constitue de ce fait une des cibles privilégiées de la critique qu'effectue Eduardo Colombo. En effet, la déconstruction du sujet et la théorie du pouvoir chez Foucault conduisent à la fois à dissoudre le sujet de l'oppression et conjointement le sujet de l'émancipation révolutionnaire ;

car si le pouvoir est inhérent à toute relation humaine, cela conduit à ne plus pouvoir distinguer le « pouvoir sur » (pouvoir contrainte) et le « pouvoir de » (pouvoir capacité). Cela signifie en outre que le pouvoir contrainte ne peut plus être éradiqué. Enfin, cela veut dire que l'on ne peut plus réellement distinguer entre oppresseur et opprimé.

Par conséquent, pour Eduardo Colombo l'anarchisme repose sur un noyau d'idées qui fait son identité et sa cohérence, tout en se modifiant à travers les époques comme n'importe quelle entité vivante. Ce corps théorique intègre « la liberté fondée sur l'égalité, le rejet de l'obéissance aussi bien que du commandement, l'abolition de l'État et de la propriété privée, l'antiparlementarisme, l'action directe, la non collaboration de classes » (p. 87). Or, penser le projet d'une société anarchiste est « une possibilité qui apparaît dans un moment particulier de la histoire de l'Occident, » après les Lumières et la Révolution française, et il fut forgé dans le sein du conflit qui amena à la scission de la Première Internationale. (Voir pp. 23-26)

Si l'on peut dégager une visée polémique dans l'ouvrage de Tomás Ibañez, c'est contre une essentialisation de l'anarchisme autour d'une identité transhistorique. Pour lui, l'anarchisme est avant tout une construction historique qui est indissociable de l'avènement du capitalisme. Néanmoins, si Tomás Ibañez défend une conception anti-dogmatique de l'anarchisme, il reconnaît que le néo-anarchisme conserve des continuités avec certains courants antérieurs de

l'anarchisme : « volonté de transformer le présent et de se transformer soi-même sans attendre l'avènement d'une révolution, l'effort pour construire des alternatives dans de multiples domaines » (p. 48). En définitif, si l'anarchisme est un mouvement vivant, il ne peut que s'adapter à son milieu. Or les formes du pouvoir ont changé aujourd'hui et apparaissent nettement plus proliférantes, avec par exemple les nouvelles technologies de surveillance, d'où alors la pertinence de la manière dont Foucault a pensé le pouvoir.

#### EPISTÉMOLOGIES DE L'ANARCHISME

Ces questions de philosophie politique sont en réalité indissociables de positions épistémologiques. Ainsi Tomás Ibañez plaide pour un anarchisme qui adopte une épistémologie relativiste et qui considère la vérité comme l'effet d'un jeu de langage et récuse ainsi le réalisme épistémologique. Or pour Eduardo Colombo, c'est justement l'épistémologie postmoderne, s'appuyant sur une fragmentation du savoir, qui pose l'existence de jeux de langage incommensurables entre eux, qui constitue un obstacle même à une transformation générale du système d'oppression capitaliste.

Il est possible de se demander en définitive si le débat entre modernité et postmodernité peut être analysé comme une simple opposition diachronique au sein du mouvement anarchiste. En effet, on peut certes considérer que la période du XIX<sup>e</sup> siècle à la fin du XX<sup>e</sup> siècle a correspondu à un certain état du système

capitaliste et de l'organisation du pouvoir politique auquel l'anarchisme classique a répondu. L'avènement de la postmodernité marquerait alors une transformation des formes de l'oppression sociale qui rendrait nécessaires des changements dans l'anarchisme et conduirait à l'avènement d'un néo-anarchisme. Mais il s'agit certainement d'une lecture un peu simpliste. En effet, comme aime à la répéter Daniel Colson, à la suite de Deleuze, l'anarchie est une étrange unité qui ne se dit que du multiple. Or comme le reconnaît Tomás Ibañez lui-même, le néo-anarchisme présente des continuités avec ce que Gaetano Manfredonia appelle l'éducationnisme réalisateur. Il y a eu depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, au sein de l'anarchisme, des courants qui se sont attachés à transformer la vie quotidienne plutôt que de viser une insurrection de masse. De fait, le relativisme de Tomás Ibañez doit sans doute le conduire à admettre la persistance aux côtés du néo-anarchisme d'autres formes de l'anarchisme. Doit-on les considérer alors comme des archaïsmes dogmatiques voués à disparaître ? Peut-être faut-il considérer que cela fait partie de la multiplicité inhérente à l'anarchisme dont la vitalité tient également aux contradictions théoriques internes qui opposent ceux qui se revendiquent de ce mouvement. C'est ce qu'illustre d'ailleurs le collectif de *Réfractations* avec la co-existence en son sein de multiples conceptions de l'anarchisme et qui évite ainsi le dogmatisme, fût-il néoanarchiste. Il faut sans doute pour qu'une identité anarchiste perdure à travers le temps, qu'il y ait des

constantes, mais pour qu'elle reste vivante, qu'elle soit capable de changer. La question philosophique et politique est alors de savoir, comme pour l'identité individuelle : comment l'anarchisme peut-il changer tout en demeurant lui-

même ? Comment changer pour s'adapter et ne pas périr, sans perdre une fidélité à soi-même : c'est sans doute le défi que doit être capable de relever le mouvement anarchiste.

**Irène Pereira**

### Sur les institutions

À la mémoire de Djamel Guerid  
(1943-2013)

*Chez Sartre, comme chez  
les anarchistes,  
l'idée d'oppression domine  
toujours celle d'exploitation.*

Maurice Merleau-Ponty,  
*Les aventures de la dialectique,*  
Paris, Gallimard, 1955. p. 209.

Si nous savons si peu de choses sur les institutions et en particulier sur les entreprises, c'est qu'un large nuage de brume les recouvre de diverses façons dans le seul but de cacher ce qui se passe à l'intérieur afin de pouvoir présenter, à l'extérieur, des idées fausses. Cet écran se compose de plusieurs écrans de protection. Une immense littérature managériale avec plusieurs dizaines de titres supplémentaires chaque année qui affirment nous présenter le fonctionnement des entreprises et les moyens de l'améliorer. Anne Both nous signale pourtant que telle entreprise présentée comme modèle de bonne gestion peut se retrouver en faillite peu après, comme ce fut le cas de *Majorette* pourtant cité en exemple par Octave Gélénier (Both, 2007 : 44). Ensuite,

Michel Feynie nous montre que ces discours servent de leurres sans aucun effet pratique, des gesticulations, voire la justification de la gabegie. Enfin, pour que ce qui se passe ne se sache pas, il est impossible d'enquêter dans la plupart des institutions. Ainsi, une entreprise de luxe française a payé une investigation effectuée par une anthropologue aujourd'hui directrice de recherche au CNRS pour ensuite l'empêcher de publier les résultats, afin que ce qu'elle a constaté ne soit pas connu à l'extérieur. En revanche, ces mêmes institutions sont très friandes de questionnaires et de chiffres qui posent a priori les catégories dans lesquelles entrent les informations que nous avons sur elles. Ce qui gêne sera ainsi occulté et les chiffres serviront à valider les constructions imaginées par les commanditaires, les patrons et les rédacteurs de livres de management. Cela sert à justifier des idées fausses, par exemple, celle selon laquelle la nécessité de dégager un profit contraindrait les entreprises privées à limiter les dépenses au contraire des services publics plus dispendieux. Jean Casset, avec ses machines inutilisées ou inutilisables, souligne avec évidence le contraire, le gaspillage semble dans sa grande surface davantage la règle que l'exception. Les informations disponibles

ne servent qu'à cacher la réalité. Il reste un dernier obstacle à la connaissance des institutions, leur balkanisation interne qui empile en leur sein des domaines imperméables les uns aux autres, un président n'est ni un professeur, ni un étudiant, un cadre n'est pas un ouvrier et chacun a des problèmes et des solutions spécifiques qui ne circulent pas entre eux, d'un atelier à l'autre, d'un service à l'autre, d'une division à l'autre. Seules les petites institutions accèdent à la connaissances de tous. Voilà pourquoi ils aiment tant les grandes faites pour répandre l'ignorance.

Aux publications antérieures de diverses enquêtes sur des entreprises (Both, Feynie, Guerid...) s'ajoutent récemment, chez un même éditeur, deux témoignages, l'un consacré au travail dans une grande surface par un salarié, l'autre à la direction d'une Université par un ancien président. Nous accédons ainsi à des informations de première main généralement difficiles à obtenir pour les raisons déjà présentées. Issus de l'intérieur même, les uns du haut, les autres du bas, ces témoignages apportent de nouveaux documents dans le monde savant et de la belle matière pour comprendre le fonctionnement des institutions alors qu'elles sont si proches de nous mais si peu accessibles à la connaissance et à la réflexion.

Comment tous les auteurs évoqués ont-ils fait pour accéder à l'intérieur si jalousement gardé? Simplement, le président a été président d'université, le salarié a travaillé dans une grande surface, les cadres avaient ce statut dans une

grande entreprise publique ou une importante agence de communication. (Seul Guerid vient de l'extérieur, mais c'était en Algérie.) Ils ne rendent compte que de leur expérience professionnelle, de leurs activités dans l'institution dont ils ont fait partie plus ou moins longtemps. Surtout, aucun ne prétend parler pour les autres, élargir leurs constatations, généraliser. Chacun ne montre que ce qu'il connaît personnellement, par ses enquêtes et par son proche entourage. Il n' imagine aucune donnée, n'effectue aucune projection, généralisation ou même comparaison. Ils n'affirment que ce qu'ils peuvent prouver, refusant donc toute spéculation. La discipline qui autorise des recherches aussi exigeantes, celle dans laquelle ils s'inscrivent, donne « une connaissance livrée de l'intérieur d'un monde social saisi à une échelle microscopique » selon la définition d'Althabe (1998 : 37). Elle s'appelle *anthropologie*.

Comme elle révèle justement ce qu'il convient de cacher, comme nous venons de le voir, on comprend alors mieux l'hostilité qu'elle peut rencontrer dès qu'elle cesse d'être instrumentalisée, dès qu'elle ne sert plus à justifier des politiques ou des objectifs définis en dehors d'elle. On comprend aussi mieux le recours de plus en plus répandu aux « appels d'offre » ou aux « postes fléchés » afin de donner aux politiques le choix des sujets d'enquête. Ceux qui les dérangent ne sont pas proposés ou confiés à des disciplines moins scrupuleuses.

En rupture avec la rigueur annoncée, à l'efficacité proclamée, Guerid constate lui aussi que « cette rationalité dans la

production, dans l'organisation et dans la gestion doit être le propre de l'entreprise elle-même. Il se trouve, cependant, que pour les travailleurs, ce qui caractérise principalement l'usine et l'atelier, c'est la désorganisation, le gaspillage, l'oppression » (Guerid, 2007 : 246). Tous les autres livres examinés répètent à leur manière cette constatation. Mais Casset va encore plus loin en proposant une explication à ce désordre, aux leurres et aux censures qui cherchent à le cacher : « On a la pénible impression que la direction, par souci pervers et constant de garder la maîtrise de ses subordonnés, s'ingénie à désorganiser le travail » (Casset, 2014 : 109). Ces quelques mots donnent la synthèse des résultats de toutes les enquêtes sur les pratiques dans des institutions étudiées, la désorganisation du travail des subordonnés et la cause cachée de tous ces dégâts, « garder la maîtrise » des salariés. Les unes comme les autres, les diverses enquêtes ou témoignages qui, loin des compilations approximatives, n'utilisent que des sources de première main, nous permettent d'apprécier la validité de cette affirmation frappante. Même si Casset formule le mieux la situation que tous vivent, cette conclusion est induite par les six enquêtes dans les lieux les plus divers dont je rends compte.

Les conséquences de ces constatations bouleversent la vision dominante du monde (social). En effet, nous ne pourrions plus voir les conflits sociaux (c'est-à-dire ceux qui se passent dans les entreprises) comme l'expression d'antagonismes nés de la concurrence pour

s'emparer d'une partie de la production, des batailles pour la « répartition » diraient les économistes libéraux, pour l'appropriation de la plus-value diraient les marxistes. Ce serait privilégier l'aspect comptable de ce qu'il convient d'appeler la « lutte des classes ». Or même si elle joue un rôle non négligeable, les enquêtes montrent que ce n'est pas la principale souffrance subie, contrairement à ce qu'affirme la *doxa* de droite ou de gauche. En réalité pour les patrons comme pour les salariés, comme le dit Jean Casset, l'essentiel n'est pas le montant des salaires mais la maîtrise des subordonnés. La société se présente alors comme un immense baignoire mené par tout un système de commandements hiérarchisés chargés de contrôler de la façon la plus étroite possible l'immense armée des salariés. Le « capitalisme » n'est pas un mode de production économique mais un système coercitif de contrôle des personnes. Parmi les dispositifs d'asservissement utilisés, il y a bien sûr le salaire mais surtout la désorganisation du travail qui déstabilise les ouvriers ainsi interdits de se réaliser dans leur activité alors qu'ils n'ont que ce désir, cette ambition, cet espoir. La dimension institutionnelle de contrôle joue un rôle essentiel dans les mécanismes d'oppression.

Mais alors pourquoi le salaire est-il toujours mis en avant dans ces situations, tant par les salariés que par les directions ? Il devient ce qu'Althabe appelle une « édification idéologique », « matrice imaginaire partagée par différents acteurs antagonistes » (Althabe 1997 : 143). Interrogé sur la question, un des auteurs

des livres étudiés, Jean Casset, m'a répondu que l'on s'arrange avec le SMIC mais pas avec des conditions de travail, insupportables. Cela signifie que les combats pour l'augmentation des salaires et les victoires remportées accompagnent mais n'atténuent pas l'horreur du contrôle et de la désorganisation. En revanche patrons et salariés se disputent sur le montant des rémunérations, ce qui a pour effet de laisser en l'état l'objectif ultime, la « maîtrise des subordonnés ». Il ne s'agit pas de refuser ou même de négliger les actions en faveur de l'augmentation des revenus mais simplement de constater que si c'est mieux que rien, là n'est pas l'essentiel. On ne peut que la considérer comme un leurre chargé de détourner le regard des opprimés vers des combats secondaires pour mieux organiser leur contrôle, but essentiel des patrons.

Ce détournement ne se déploie pas seulement à l'échelle microscopique, celui d'un rayon d'une grande surface, de cadres d'entreprise ou de la présidence d'une université. Il va jusqu'à déterminer l'ensemble des décisions des instances nationales et internationales au travers d'une discipline, l'économie politique, et d'un objet polymorphe et indécidable, l'économie. Ailleurs, j'ai dénoncé cette usurpation (Traimond, 2011) qui a au moins deux effets : d'une part, elle nous fait lire le monde au moyen des catégories des banquiers et, d'autre part, conséquence, elle justifie les décisions des gouvernements prises selon leurs intérêts. Nous qui ne sommes pas des banquiers, nous voyons le monde de manière

différente et je ne réclame, en ce moment, que le droit de le regarder d'une autre façon que la leur.

### Bibliographie

ALTHABE, Gérard, *Les fleurs du Congo*, Paris, L'Harmattan, 1997.

ALTHABE, Gérard & SELIM, Monique, *Démarche ethnologique au présent*, Paris, L'Harmattan, 1998.

TRAIMOND, Bernard, *L'économie n'existe pas*, Lormont, Le Bord de l'eau, Documents, 2011.

### Ouvrages examinés

BOTH, Anne, *Les managers et leurs discours. Anthropologie de la rhétorique managériale*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, Etudes culturelles, 2007.

BRUN, Patrick, *De la renonciation comme acte politique. Chronique d'une présidence d'université : Bordeaux II, 2009-2012*, Le Bord de l'eau, Documents, 2013.

CASSET, Jean, *Le chiffre d'affaires*, Lormont, Le Bord de l'eau, Des mondes ordinaires, 2014.

FEYNIE, Michel, *Les mots du management. Chronique anthropologique d'une entreprise publique*, Lormont, Le Bord de l'eau, Des mondes ordinaires, 2010.

*Le « as if management »*. *Regard sur le mal-être au travail*, Lormont, Le Bord de l'eau, Des mondes ordinaires, 2011.

GUERID, Djamel, *L'exception algérienne. La modernisation à l'épreuve de la société*, Alger, Casbah Editions, 2007.

Il n'y a pas si longtemps, quand un ministre pour lequel je n'ai guère d'estime disait vouloir « dégraisser le mammoth », il parlait des milliers de fonctionnaires du Ministère de l'Education Nationale à Paris. Tous, même les direc-

tions syndicales, ont fait semblant de croire qu'il voulait réduire le nombre de ceux qui travaillaient. Le ministre n'a pas cru bon ensuite de préciser son propos.

**Bernard Traimond**

**A. Terrance Wiley, *Angelic Troublemakers. Religion and Anarchism in America.* [Perturbateurs angéliques. *Anarchisme et religion aux États-Unis.*] Bloomsbury, Contemporary Anarchist Studies, 2014, 208 p.**

Un être autonome ne laisse pas quelqu'un d'autre décider pour lui. Il choisit ses propres règles de conduite. Elles ne sont pas dictées par les autorités publiques ou religieuses, les institutions et les coutumes ; il peut même se trouver en conflit avec celles-ci. C'est le cas, en particulier, lorsqu'il choisit la désobéissance civile, la non violence, voire le pacifisme. Il va parfois enfreindre son « devoir de citoyen » au nom de ce qu'il considère être légitime. Ce n'est pas toujours simple, surtout quand se pose l'épineuse question d'ajuster des choix éthiques à une conviction religieuse. Un croyant peut-il être anarchiste ? Il faut se garder d'une réponse dogmatique : chaque expérience personnelle est particulière.

A. Terrance Wiley va jusqu'à affirmer que certaines formes de religiosité ont suscité l'anarchisme. Sans remonter jusqu'au mouvement moyen-âgeux du Libre Esprit, qui s'opposait à la religion, il

rappelle qu'aux États-Unis les plus combattifs des militants anti-esclavagistes étaient motivés par l'idée que le Noir est une créature de Dieu. Ils allèrent jusqu'à rejeter l'État fédéral et leur communauté religieuse.

L'ouvrage se concentre sur trois personnalités de premier plan : Henry Thoreau (1817-1862), auteur de l'essai bien connu sur la désobéissance civile ; Dorothy Day (1897-1980) fondatrice du mouvement *Catholic Worker* ; Bayard Rustin (1912-1987), pacifiste non violent afro-américain, qui joua un rôle essentiel dans le mouvement des droits civiques et en tant que conseiller de Martin Luther King.

Thoreau, en bon transcendentaliste, abandonna le calvinisme, jugeant que le divin était présent dans l'humanité comme dans la nature. Il rejeta toute idée d'une révélation divine au profit de l'intuition personnelle.

Dorothy Day, militante actuellement en instance de canonisation par l'Église catholique, s'opposa avec véhémence aux autorités ecclésiastiques. Elle se considéra comme anarchiste à plein temps et participa activement au mouvement, notamment dans la lutte contre la guerre du Vietnam et contre l'économie capitaliste.

Un camarade lui demanda un jour comment elle pouvait se considérer comme chrétienne alors que Jésus avait dit de « rendre à César ce qui est à César. » Elle répondit que s'il n'y avait pas de César, il n'y aurait rien à rendre.

Quant à Bayard Rustin, qui était afro-américain, son recours à l'action directe relevait plus d'une volonté de faire progresser les droits de cette minorité que d'une vision anarchiste de la société.

L'ouvrage entreprend une analyse de l'anarchisme qui susciterait sans doute un débat, mais il a le mérite d'examiner diverses facettes de l'autonomie morale et de situer ces trois personnalités importantes dans les luttes transnationales contre le capitalisme, l'impérialisme et contre les prétensions des États à exercer sur leur territoire un droit souverain absolu.

**Ronald Creagh**

**Ronald Creagh, *Les Zanars. T. I. Aldine, Lyon, Atelier de création libertaire, 2014, 48 p.***

L'ami Ronald a plus d'une corde à son arc. Un arc qui vise toujours le conformisme, les idées reçues, l'injustice. Quant aux cordes... On peut citer la culture américaine et particulièrement l'anarchisme qui s'y est développé avec des spécificités qui ne peuvent qu'interroger et enrichir notre anarchisme trop souvent, peut-être, resté fixé sur l'idée de progrès. Pour lui, l'imagination, qui est essentiellement subversive, a un rôle essentiel à jouer. D'où son intérêt pour la poésie et l'utopie.

Et aujourd'hui, pour la « science fiction ». Voici donc un humanoïde, M1066 (autrefois Tintin) envoyé depuis la planète Mars sur terre afin de visiter les « zanars » qui en occupent une partie, évidemment située dans la région des Alpes où Ronald a l'habitude de passer ses vacances. Tout en assistant à leurs es-sais musicaux, à leur plaisir à changer d'apparences afin de n'être pas catalogués,

il discute avec eux d'économie, d'autonomie. Là, il semble bien qu'Adeline soit en liaison directe avec Ronald lorsque sont évoqués la dette ou l'intérêt de la diversité. Malgré l'aide de l'ordinateur qui lui est intégré, M 1066 est souvent perplexe devant des explications parfois un peu complexes pour un cerveau d'humanoïde

Un souhait pour la suite annoncée : puisqu'il est question d'un voyage en Patagonie, je suis curieux de savoir si l'ordinateur intégré de M 1066 lui permettra de comprendre la langue, qu'on dit assez étrange, des Patagons. Et puis, selon ce que décrivait Bougainville, les Patagons ayant l'habitude de prendre contact par le toucher, comment notre humanoïde va-t-il supporter cela ? Mais sans doute Ronald a-t-il encore plein d'idées...

Il faut signaler aussi la richesse et la fantaisie des illustrations de Diane Bianca Bonfils.

**Alain T.**

**Pierre Jouventin, *La face cachée de Darwin. L'animalité de l'homme*, Paris, Libre & Solidaire, 2014, 230 p.**

Éthologiste mais aussi écologue et biologiste de l'évolution, Pierre Jouventin situe sa recherche dans les mêmes perspectives que, par exemple, celles de Frans de Waal, qui a défriché et vulgarisé le champ de la cognition chez les primates. Après le débat, désormais dépassé – du moins pour les spécialistes –, entre l'inné et l'acquis (toute espèce, y compris l'homme, possédant les deux, liés d'une manière inextricable), ce chercheur néerlandais a mis en relief les comportements agressifs et les alliances construites par les macaques, les formes de supercherie, de résolution des conflits, l'empathie innée chez les primates, les thèmes de coopération, d'altruisme et d'équité chez divers types de grands singes. Jouventin, quant à lui, complète cette approche en révélant notre convergence écologique avec les prédateurs sociaux et il rapproche donc l'espèce humaine de celle des loups, non plus par la métaphore de Hobbes mais par une réalité biologique, notre espèce étant la seule prédatrice parmi les primates.

Selon Jouventin, le refus de comprendre l'homme à partir de sa nature animale, de ne voir qu'une différence de degrés par rapport aux autres espèces, résulte de malentendus de diverses natures. Bien des jugements sont confinés à un mode de pensée binaire : nature-culture, inné-acquis, animal-homme, etc. Les confusions entre, par exemple, analogie et homologie, sont fréquentes chez les non spécialistes. Car enfin et surtout, le champ de recherche

demande un savoir en pleine évolution et tellement multidisciplinaire, relevant de domaines si complexes que les spécialistes de la philosophie ou des sciences humaines ont du mal à le cerner correctement, à se tenir au courant des avancées, et à l'approfondir.

C'est la raison pour laquelle il ne faut pas chercher dans cet ouvrage une *Méthode Assimil* de la biogénétique, par exemple, ou une étude des influences du climat. On aborde cependant quelques points-clés, comme l'importance du milieu ou le type de causalité posé par le hasard. Surtout, on met en garde contre l'interprétation simpliste de l'action des gènes et contre les téléologies en sommeil dans les convictions personnelles. En prime, tout au long du livre, défile de manière ponctuelle une bibliographie choisie et commentée.

Toutes les facettes de ces sujets multiples se retrouvent dans la présentation limpide de l'ouvrage actuel : les publications de Darwin sur le double mécanisme de la sélection et de l'évolution ; la pensée intime du savant, connue entre autres par sa correspondance privée dont il est présenté une analyse originale ; les distances qu'il prend par rapport aux darwiniens et surtout à l'égard de l'idéologie du darwinisme social, qui entonne le nouveau chant de guerre du capitalisme : la survie du plus fort. On passe en revue les polémiques philosophiques, politiques, sociales et scientifiques. On identifie les idéologies cachées à travers les commentaires non scientifiques, les arguments *ad hominem* ; et des caricatures de Darwin ouvrent chaque chapitre.

Jouventin juge que le bilan de « la gauche » n'est guère brillant car elle s'est

engagée dans une voie sans issue en niant nos bases biologiques. Il déroule une série de citations marxistes qui feront jubiler leurs adversaires. Et qu'en est-il des anarchistes-communistes ? Fiers de l'apport de Kropotkine sur l'entraide animale, ils ne l'ont pas vraiment étudié et ils ont oblitéré le fait qu'il était lui aussi darwinien<sup>1</sup>.

Demeure donc la question centrale : l'homme a-t-il quitté l'état animal ? Les ailes multiples du sentiment, de l'action, du langage, de la pensée et de l'art transportent-elles l'humanité loin de son destin charnel, jusqu'aux aires mystérieuses de l'illumination philosophique, esthétique ou mystique ? Depuis la célèbre controverse de Valladolid et la querelle de l'animal-machine par Descartes, toute identification avec les bêtes reste un sujet tabou pour beaucoup. La métaphore provocatrice de Richard Dawkins, titrant son ouvrage *Le Gène égoïste*<sup>2</sup> suscita une levée de boucliers contre la sociobiologie. Le mélange des genres ne plaît pas à tout le monde, d'autant plus qu'on ne peut oublier l'affreux amalgame utilisé par certains courants politiques. Comme l'écrivait Derrida, « Le fascisme commence quand on insulte un animal, voire l'animal dans l'homme. »

Ainsi, ce trublion que fut Charles

1. Voir par exemple Renaud Garcia, « Nature humaine et anarchie : la pensée de Pierre Kropotkine », Thèse de doctorat en philosophie, École Normale Supérieure de Lyon/Université de Lyon, 2012, 633 p. Un autre géographe anarchiste, Léon Metchnikoff, a aussi fait appel au facteur de l'entraide à la même date que Kropotkine. Cf. James D. White, « Despotism and Anarchism. The Sociological Thought of L. I. Mechnikov, » *Seer*, vol. LIV, n° 3, July 1976, pp. 397-398.

2. Odile Jacob Poches, 2003 [1976].

Darwin continue de déranger. Il a resitué l'homme dans l'animalité : il n'y a vu qu'une différence de degré et non de nature. Il a bousculé une multitude de certitudes. Il a, malgré lui, alerté les maîtres à penser des divers courants de l'opinion publique. Et si le débat scientifique sur l'évolution est clos, celui sur la philosophie morale qui découle de notre appartenance au règne animal s'ouvre, comme l'avait compris Kropotkine.

S'il n'y a pas de différence « transcendante » du genre humain par rapport aux autres espèces animales, dans quel champ définir le vocabulaire usuel des sciences sociales, de l'éthique et de la philosophie ? Quelle est la portée des mots et des idées que l'on utilise ? Les exposés biologiques n'expliquent pas tout et les comparaisons sont toujours dangereuses. Certains termes, comme « équité, » « solidarité, » peuvent-ils s'appliquer aux animaux au sens strict, sans métaphore, sans connotation anthropocentrique ? On demande à l'humanité de traiter équitablement certains animaux, mais chercher si les poules se traitent équitablement entre elles relève-t-il du même registre ? Les animaux peuvent-ils « s'émanciper » dans le sens où les anarchistes qui rejettent tout discours humaniste sur les « droits » ou « la morale » définissent ce processus comme une auto-organisation concrète, sans intermédiaires, qui s'exerce dans des actions directes ?

Quelle que soit la manière dont lectrices ou lecteurs se représentent le monde, voilà une belle occasion de quitter les idées convenues pour mieux chevaucher le tigre de la vie.

**Ronald Creagh**

## Bulletin d'abonnement

Nom :  Prénom :   
Adresse :   
Code Postal :  Ville :  Pays :   
Courriel :

Je souhaite m'abonner à *Réfractions* :

- Pour 2 numéros/1 an : 26 euros/32 fr.s. (port compris)  
 Pour 4 numéros/2 ans : 50 euros/60 fr.s. (port compris)  
 Soutien :  euros

À partir du n°

Je joins à ce bulletin un chèque libellé à l'ordre  
des *Amis de Réfractions*, c/o Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris  
Pour la Suisse : *Noir*, 24, av. de Beaumont, CH-1012 Lausanne  
ou par courriel : [refractions@plusloin.org](mailto:refractions@plusloin.org)

Date :

Signature :

## Derniers numéros parus

n° 16 : *Les enfants, les jeunes, c'est l'anarchie !*, 2006 / n° 17 : *Pouvoirs et conflictualités*, 2006 / n° 18 : *Écologie, graines d'anarchie*, 2007 / n° 19 : *Politiques de la peur*, 2007 / n° 20 : *De Mai 68 au débat sur la postmodernité*, 2008 / n° 21 : *Territoires nomades, identités multiples*, 2008 / n° 22 : *Le réveil des illégalismes*, 2009 / n° 23 : *L'entraide, facteur de révolution*, 2009 / n° 24 : *Des féminismes, en veux-tu, en voilà*, 2010 / n° 25 : *À la recherche d'un sujet révolutionnaire*, 2010 / n° 26 : *La place du peuple*, 2011 / n° 27 : *Libres. De quelles liberté ?*, 2011 / n° 28 : *Indignations... Occupations... Insurrections*, 2012 / n° 29 : *Voies sexuelles, voix désirantes*, 2012 / n° 30 : *De l'État*, 2013 / n° 31 : *Les Conflits, c'est la vie !*, 2013 / n° 32 : *Entre techno et éco : quelle logique pour l'avenir ?*

Dépôt légal à parution  
Achevé d'imprimer en novembre 2014